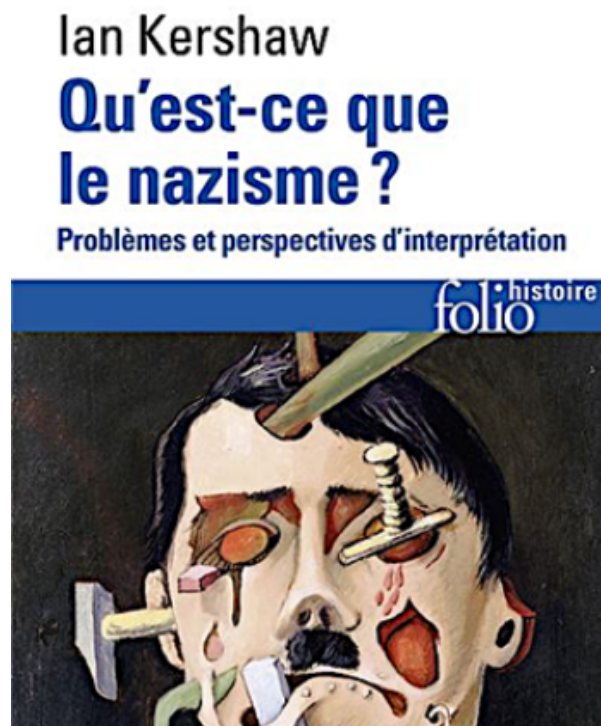


Les Allemands ont-ils résisté au nazisme ?

À propos de Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*

Sébastien MORENO



Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, col Folio Histoire », 1997.

Le livre : Comment expliquer la radicalité du régime nazi ?

Le nazisme est-il un « totalitarisme » comme les autres ? La radicalisation de ce régime est-elle imputable aux seules idées racistes et antisémites d'Adolf Hitler ou à l'anarchie institutionnelle qui caractérise le III^e Reich ? Dans cet ouvrage, Ian Kershaw répond à ces questions qui ont alimenté les interprétations historiographiques du nazisme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Il s'attaque en premier lieu à la réduction du nazisme à un « totalitarisme », une comparaison qui met sur le même plan l'Italie fasciste, l'URSS et l'Allemagne nazie et tend à effacer la singularité du régime hitlérien. En effet, si les trois régimes possèdent des formes de gouvernement comparables (parti unique, désignation d'un ennemi commun, culte de la personnalité), le régime nazi se distingue nettement par un processus de radicalisation lié à une dynamique raciste et antisémite qui culmine avec le génocide des Juifs.

Pour comprendre la radicalité du régime nazi – marquée par une violence de plus en plus grande vis-à-vis des populations civiles – certains historiens, qualifiés d'« intentionnalistes », mettent en cause la responsabilité directe d'Adolf Hitler et de son idéologie définie dès 1925 dans *Mein Kampf* et dont les grandes lignes (conquête d'un espace vital à l'Est, élimination des populations juives d'Europe) sont mises en œuvre entre 1933 et 1945.

À ces historiens « intentionnalistes » s'opposent à partir des années 1970 les tenants d'une approche « fonctionnaliste ». Pour ces historiens, le régime nazi, loin d'être un régime centralisé et fermement contrôlé par Adolf Hitler, se caractérise par une multiplicité de centres de pouvoir (Ministères, Gauleiters, SS, etc.) et de factions rivales dirigées par des personnalités du régime (Himmler, Göring, Von Schirach) qui s'affrontent pour plaire au « Führer » en prenant au pied de la lettre toutes ses déclarations. Cette rivalité explique la radicalisation à l'œuvre dès 1933 : loin de s'assagir une fois parvenus au pouvoir, les chefs nazis ne cessent d'aller toujours plus loin dans l'application d'une violence radicale.

Ian Kershaw insiste sur la nécessité de parvenir à une synthèse entre « intentionnalistes » et « fonctionnalistes ». Pour l'historien britannique, Hitler n'était pas un « dictateur faible », dépassé par la radicalité de ses subalternes. En effet, le dictateur allemand trouvait un intérêt politique à mettre en concurrence les chefs nazis, un système qui lui permettait également de ne pas s'exposer directement aux critiques de la population. Il faut encore ajouter la personnalité d'Hitler, homme de paroles plus que d'écrits, qui préférait discourir en de longs monologues plutôt que de lire les dossiers et de suivre l'exécution des décisions politiques. Ce système décrit par Ian Kershaw permettait à Hitler de conserver son prestige et le caractère infaillible de sa volonté (le « führerprinzip »), en laissant la liberté aux chefs nazis d'interpréter et traduire ses discours en actes.

Le cadre interprétatif proposé par Ian Kershaw permet de comprendre la radicalisation du régime nazi qui conduit au génocide des populations juives. Si l'antisémitisme d'Adolf Hitler a joué un rôle fondamental dans la radicalisation progressive de la politique antisémite du régime, c'est bien la rivalité entre les centres de pouvoirs nazis marquée par l'influence grandissante de la SS d'Heinrich Himmler ainsi que les difficultés croissantes de l'opération Barbarossa qui provoquèrent une accélération de cette radicalisation jusqu'au génocide.

Le cours : comment « résister » sous le Troisième Reich ?

Quelle fut l'ampleur de la résistance au III^e Reich parmi les Allemands ? Et pouvait-on s'opposer au régime nazi ? Pour répondre à cette question, Ian Kershaw rappelle la distinction opérée par l'historiographie allemande entre deux formes de résistance : la « Resistenz » et la « Widerstand ».

La « Resistenz » (litt : résistance physique), concept introduit par l'historien Martin Broszat désigne l'ensemble des gestes de désobéissance civile : le retrait de la vie publique, le refus

de faire le salut nazi, l'humour contre Hitler, autant de manifestations quotidiennes qui témoignent d'une distance ou d'une indifférence vis-à-vis de la propagande du régime. Mais si ces actes de « Resistenz » sont fréquents dans l'Allemagne nazie, ils ne sont pas suffisants pour mettre en danger le régime hitlérien.

Plus structurée, la « Widerstand » (litt : lutte, opposition) désigne les formes organisées de lutte politique marquant une opposition fondamentale au nazisme. Après la répression impitoyable des organisations ouvrières, du SPD (parti socialiste) et du KPD (parti communiste) dès 1933, et si l'on excepte les actions courageuses, mais vouées à l'échec d'individus isolés (comme l'ouvrier Georg Elser qui tente d'assassiner Hitler à Munich en 1939) ou de petits groupes d'opposants comme les étudiants munichoïses de la « Rose blanche », cette résistance n'a guère de chance d'aboutir sans un minimum d'organisation et d'appuis politiques et institutionnels.

Or, dans l'Allemagne nazie, seules les Églises et l'armée sont des institutions de masse en mesure de contester le régime. Si les Églises catholique et protestante défendent leurs doctrines et leurs écoles religieuses contre l'influence du régime nazi, en revanche, à l'exception de quelques figures célèbres comme le théologien protestant Dietrich Bonhoeffer, ses dirigeants s'engagent rarement dans une résistance ouverte contre le régime. À l'exception de leur dénonciation de « l'Aktion T4 », la campagne d'euthanasie des adultes handicapés physiques et mentaux allemands et autrichiens menée par le régime entre 1939 et 1941, elles ne s'immiscent pas dans les affaires politiques, invoquant la nécessaire séparation du spirituel et du temporel.

Au sein de l'armée, la contestation des décisions militaires jugées aberrantes à partir de l'invasion de l'URSS en 1941 entraîne certains chefs militaires à fomenter plusieurs attentats contre Hitler. C'est l'imminence d'une défaite inéluctable qui conduit plusieurs officiers supérieurs autour de Claus Von Stauffenberg au dernier attentat manqué contre Hitler le 20 juillet 1944 (opération Walkyrie). Pourtant, la plupart des conjurés sont longtemps restés de fidèles serviteurs du régime et nombre d'entre eux prennent part aux [exactions commises par la Wehrmacht sur le front de l'Est](#).

Ian Kershaw montre finalement le caractère très minoritaire de la résistance active (Widerstand) et la faible portée politique de la « Resistenz », cette opposition au régime qui tient plus de l'indifférence ou de la contestation sociale (contestations des cadences industrielles, du rationnement alimentaire) que d'une opposition ouverte à l'idéologie nazie. La répression du régime à l'égard de l'opposition politique, l'indifférence d'une grande partie de la population allemande et le soutien des élites économiques et conservatrices expliquent en définitive que le régime nazi n'a guère été menacé par l'opposition de la population allemande.

La mémoire des actes courageux de quelques résistants qui ont payé de leur vie la résistance au nazisme – à l'image des Sophie Scholl de la « Rose blanche » devenue une héroïne en République fédérale allemande – ne doit pas faire oublier le soutien d'une large majorité de la population à Adolf Hitler. Malgré les revers militaires des années 1943-1945, Hitler demeure un « *chef adoré auquel son peuple témoignait adulation et servilité à un degré sans précédent* ». Il reçoit ainsi chaque année des milliers de cadeaux et de lettres d'Allemands ordinaires, qui n'appartiennent pourtant pas au parti nazi.

Source URL: <https://ehne.fr/eduscol/les-allemands-ont-ils-résisté-au-nazisme>